

Le syndicalisme ? : Un contre pouvoir majeur au « laisser faire, laisser aller »

La poste :

Je subis ! Les facteurs sont en grève et mes invitations à notre prochaine rencontre citoyenne à Bourg-en-Bresse en souffrance. Motifs de la grève ? : revendications propres à la profession et opposition à la dérégulation du trafic postal telle que prévue par une directive « européenne ».

Du coup, ce que je subis aujourd'hui n'est strictement rien à côté de ce qui m'attends si cette directive passe. On me signifiera en effet que taxer le courrier expédié depuis une bourgade corse à destination de patelins bressans, dombistes, gessiens ou bugistes au même tarif que celui entre deux arrondissements parisiens est une hérésie économique.

Ce sera le règne du tout concurrentiel en matière de distribution du courrier. Ce qui veut dire la fin de l'égalité économique citoyenne devant le prix du timbre et la qualité des prestations.

Alors oui ! je subis aujourd'hui la grève des facteurs. Avec reconnaissance.

L'énergie :

Fin des années 50, en tant qu'ingénieur et syndicaliste CGT à Gaz de France, j'ai bien connu Marcel Paul, ministre (communiste) de la Production Industrielle du Général de Gaulle en 1946.

C'est sous l'autorité de celui-ci, dans le cadre de l'application du programme du Conseil National de la Résistance réuni à Londres pendant la guerre, que Marcel Paul procéda à la nationalisation des industries électriques et gazières, alors privées.

A l'époque, faute d'investissements adaptés, la production était insuffisante, les installations vétustes et l'état des réseaux lamentable. Il fallait « relever la Nation », comme le martelait le slogan de l'époque.

De ce point de vue, la « jumellisation » d'EDF et de GDF en une seule et même entité publique fut non seulement une formidable réussite économique, industrielle et sociale mais aussi citoyenne, en vertu de ses principes de continuité du service public, d'égalité de traitement des consommateurs de base quelques soient leurs lieux de résidence. Le tout dans le cadre d'une politique tarifaire, dite « au coût marginal » permettant d'obtenir les tarifs les plus avantageux en Europe, avec comme garant l'Etat, unique actionnaire du système.

On a pu dire que la jonction des efforts des directions de ces services publics à vocation industrielle et commerciale (dont les grands dirigeants que furent Messieurs Gaspard et Boiteux) et du syndicalisme CGT majoritaire donnèrent à ces entreprises publiques la force nécessaire pour assurer l'indépendance énergétique de la nation.

Mais dans ce domaine aussi, nouvelle donne. Sous les coups de boutoirs du néo-libéralisme du tout concurrentiel tous azimuts qui vise tous les secteurs autour desquels s'organise le vivre-ensemble démocratique et social de la population française, santé, écoles, transports, courrier, eau, semences agricoles, voilà que flambent les prix du gaz et que surgissent en France d'énormes pannes de courant « européen ».

On sait d'ores et déjà que le petit monstre GdF-Suez ne pèsera pas lourd devant la puissance financière du producteur russe Gasprom par exemple. La seule incertitude est de savoir si c'est ce consortium là qui s'en emparera pour le démanteler ou bien un autre.

On sait aussi qu'il faudrait injecter au moins 700 milliards d'euros dans une Europe de l'électricité en proie à de graves sous - investissements du fait de la libéralisation du secteur. A en croire, André Merlin, directeur de RTE, « ces grandes pannes » devraient apparaître selon une « fréquence beaucoup plus importante ».

On doit donc s'attendre à de nouvelles flambées des prix de l'électricité en France ainsi qu'à devoir s'éclairer de plus en plus souvent à la bougie afin de pallier aux défections prévisibles d'opérateurs bien évidemment plus soucieux de leurs profits que des besoins « citoyens » des populations européennes. Souvenons-nous du « modèle » californien qui nous pend au nez.

Là encore, ce sont principalement les agents de ces entreprises publiques qui, par leurs actions et manifestations, défendent nos

intérêts de consommateurs contre les soi-disant fatalités qu'imposent la financiarisation globale des facteurs de production et d'échange.

Le syndicat mondial anti - mondialisation.

La Confédération syndicale internationale (CSI) vient de naître à Vienne en ce début novembre 2006. Pour la première fois, le syndicalisme de toutes origines (socialiste, chrétien, communiste, réformiste) est rassemblé dans une organisation qui revendique 360 syndicats de 155 pays et 190 millions d'adhérents.

Objectif : renverser le cours de la mondialisation « qui, en vingt ans a entraîné un basculement de revenus, au détriment des salariés et au profit du capital ».

Cibles : D'abord le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

Pour ce qui concerne la France, les quatre confédérations françaises (CGT, CFDT, FO et CFTC) se sont mises d'accord sur une répartition des postes attribués aux Français dans les organisations internationales.

François Chérèque (CFDT) rejoint la direction de la nouvelle CSI pour une durée de deux ans à l'issue de laquelle il laissera la place à Bernard Thibaud (CGT) qui entre temps, remplacera François Chérèque à la direction de la Confédération européenne des syndicats. Quant à FO, cette centrale garde son siège à la direction de l'Organisation internationale du travail (OIT).

En 2010, les quatre confédérations se répartiront à nouveau les places dans ces organisations internationales.

Je dois dire que pour ma part je suis extrêmement heureux de ces avancées au plan syndical international. Cela prouve que la vision du grand syndicaliste qu'était René Le Guen lorsqu'il créa le « Comité de liaison international des ingénieurs cadres et techniciens » adossé à l'UGICT – CGT était juste puisqu'il revendiquait déjà l'émergence d'un syndicalisme international et pluraliste.